

Recherches sociographiques



Jean-Charles FORTIN et Antonio LECHASSEUR, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*

Serge Côté

Volume 40, numéro 3, 1999

Action collective et enjeux institutionnels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057316ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057316ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Côté, S. (1999). Compte rendu de [Jean-Charles FORTIN et Antonio LECHASSEUR, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*]. *Recherches sociographiques*, 40(3), 604–609. <https://doi.org/10.7202/057316ar>

venaient du Sud de la province et 14 % arrivaient du Québec. La durée du travail est variable selon les périodes mais elle tend à être brève : la plupart des personnes embauchées entre 1912 et 1914, par exemple, travailleront pour la compagnie moins de six mois.

Paul de la Riva met en évidence le fait que la population canadienne-française du Nord de l'Ontario, de la région de Sudbury, comptait, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e un bon nombre d'ouvriers et ses analyses, bien étayées, permettent d'en apprécier plusieurs caractéristiques.

Ce livre est le fruit d'une recherche amorcée il y a près de dix ans. L'étude est déjà importante parce qu'elle a, grâce à sa méthode, renouvelé l'historiographie du Nord, et parce qu'elle a ouvert la voie à plusieurs autres recherches.

Simon LAFLAMME

Département de sociologie et anthropologie,
Université Laurentienne.

Jean-Charles FORTIN et Antonio LECHASSEUR, *Histoire du Bas-Saint-Laurent*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 860 p.

L'histoire du Bas-Saint-Laurent est le cinquième ouvrage à paraître dans la collection « Régions du Québec » de l'Institut québécois de recherche sur la culture. Les deux auteurs principaux, Antonio LECHASSEUR et Jean-Charles FORTIN, ont reçu l'aide de quatre autres rédacteurs, Fernand HARVEY, Jacques LEMAY, Yvan MORIN et Yves TREMBLAY. Les contributions des uns et des autres aux 18 chapitres du livre sont clairement indiquées dans la table des matières. Le territoire du Kamouraska ne fait pas partie de la recherche. La région étudiée diffère en cela du Bas-Saint-Laurent tel que défini dans ses frontières administratives les plus récentes (1987).

Les auteurs sont modestes lorsqu'ils affirment au début du livre que leur travail « est en fait une introduction à l'histoire du Bas-Saint-Laurent » (p. 21). Qualifier l'ouvrage d'introduction signifierait que presque tout reste à faire. Si l'histoire des ensembles socio-territoriaux que sont les régions ne peut jamais être écrite de façon définitive, pour autant certains jalons sont plus importants que d'autres. Ce livre, par son ampleur même, par le regard d'ensemble qu'il jette sur la région, par l'importance des moyens que sa production a nécessités, constitue un moment fort de la recherche historique dans la région bas-laurentienne.

Un premier chapitre est consacré au patrimoine naturel de la région et à sa formation au cours d'une longue période pouvant atteindre 500 millions d'années si l'on tient compte « des lentes transformations qui affectent de façon continue l'écorce » (p. 33). Au chapitre 2, l'histoire de l'occupation du territoire par les différents groupes amérindiens est retracée dans sa phase préhistorique – à l'aide de l'archéologie qui a permis d'identifier certains sites vieux de 8 000 à 9 000 ans – ainsi

que dans l'histoire des contacts avec les Européens. Un chapitre entier (chapitre 6) est consacré aux Malécites et à leurs réserves dans le bas du fleuve. Thème négligé de l'histoire bas-laurentienne, la présence amérindienne trouve ici un traitement adéquat.

L'établissement d'Européens dans le Bas-Saint-Laurent (chapitre 3) se fait plus tardivement qu'ailleurs en Nouvelle-France. Il se fait aussi à un rythme qui est, au début, très lent. Ce sont des concessions, la première datant de 1653, qui marquent le commencement de l'occupation du territoire. Comme dans le reste de la Nouvelle-France, la forme habituelle de ces concessions est la seigneurie. Dans le bas du fleuve, toutefois, le système seigneurial a conservé un aspect plutôt formel. Les concessionnaires, en effet, ne souhaitaient pas mettre en valeur leur seigneurie, par exemple par des défrichements et par l'établissement de colons; ils s'intéressaient pour l'essentiel à la traite des fourrures et la plupart du temps ils n'habitaient même pas sur place. Le domaine agricole de la Nouvelle-France au XVII^e siècle finissait au Kamouraska, juste avant le Bas-Saint-Laurent donc, et l'on croyait les terres plus à l'est impropres à la culture.

À partir des années 1790, les conditions changent (chapitre 4). D'une part, les nouvelles autorités britanniques – nous sommes maintenant sous le Régime anglais – voient l'importance stratégique de la région comme « lien terrestre entre les deux Canadas et les colonies des Maritimes : les routes à vocation militaire et postale désenclavaient la région » (p. 135). D'autre part, la population s'accroît sensiblement à la suite de l'arrivée de nombreux agriculteurs en quête de terres. Ces années correspondent en effet à un moment critique du système seigneurial dans le centre de la colonie, moment à partir duquel plusieurs enfants de censitaires ne pouvaient plus trouver de terres. Le Bas-Saint-Laurent a pu constituer un déversoir pour cette population. Les nouveaux titulaires des seigneuries sont des marchands anglais ou francophones de la ville de Québec. Parallèlement, on assiste au début de l'exploitation forestière dans la région. La conjoncture a rendu le marché anglais très réceptif au bois d'outre-Atlantique. La représentation parlementaire est instituée en 1791. Dans les premières années, la région fait partie du même comté que le Kamouraska et ce n'est qu'en 1829, à la faveur d'un nouveau découpage, que l'on voit apparaître une nouvelle circonscription qui rejoint le territoire régional étudié.

Entre les années 1830 et 1890, la région, jusqu'alors faiblement peuplée, voit sa population gonfler rapidement (chapitre 7) et s'étendre vers des zones jusque-là inoccupées. On assiste non seulement à une consolidation des zones littorales, mais aussi à une avancée de la colonisation sur le plateau appalachien et au début de l'occupation des vallées de la Matapédia et du Témiscouata. L'accroissement naturel est responsable de la majeure partie du croît démographique. Durant les deux dernières décennies de la période, on assiste même à une émigration d'une partie des habitants. « En majorité, la population qui décide de quitter la région gagne les États-Unis et la Nouvelle-Angleterre » (p. 205). La région comprend à cette époque une majorité d'agriculteurs (chapitre 8). Les produits de la terre comme le foin, les pommes de terre et le beurre de fabrication domestique connaissent une commercialisation partielle. Par ailleurs, la structure des emplois va en se diversifiant. « Le salariat se répand peu à peu » (p. 259), particulièrement sous la

forme d'une augmentation des journaliers et des domestiques. Les ouvriers trouvent à s'employer, entre autres, dans la coupe du bois, les scieries, les entreprises de chemin de fer. Les entrepreneurs du sciage obtiennent des concessions de terres publiques et font l'acquisition de grands boisés privés, dont les trois seigneuries situées en pourtour des lacs Matapédia, Mitis et Témiscouata. Le chemin de fer fait son apparition dans la région avec l'arrivée du Grand Tronc à Rivière-du-Loup en 1860, puis son raccordement avec Halifax via l'Intercolonial en 1876 et avec Edmundston via le Temiscouta Railways en 1889. Malgré ces développements, la région est profondément affectée par la crise prolongée (1873-1896) qui frappe l'économie canadienne. Sur le plan institutionnel (chapitre 8), plusieurs évolutions marquent cette période : abolition du régime seigneurial, création du diocèse de Rimouski et croissance lente du clergé, développement de l'enseignement avec la fondation du séminaire de Rimouski et l'arrivée de communautés religieuses féminines, mise en place de bureaux d'enregistrement et de districts judiciaires donnant lieu à l'apparition des avocats et notaires dans l'élite régionale, naissance d'une classe de politiciens qui consacrent une grande part de leurs énergies à représenter la région, mise en place des municipalités et des commissions scolaires. Une société diversifiée, possédant sa hiérarchie interne, est désormais en place.

Les années 1890-1950 sont qualifiées par les auteurs de « belle époque du développement régional ». Ce sont les années pendant lesquelles « l'œcoumène régional atteint son extension maximale » (p. 347). Dans sa répartition, la population (chapitre 9) ne gagne pas de nouveaux territoires, mais connaît une dynamique fort différente selon les parties déjà habitées du territoire. La croissance démographique du littoral se traduit par une intensification de l'urbanisation de cette zone, tandis que sur le plateau appalachien, où la poussée démographique est la plus forte, on assiste à l'ouverture de nouveaux villages en bordure des zones déjà habitées. Malgré tout, la région continue de produire des excédents démographiques et, sauf pendant la Grande Crise des années 1930, voit une partie de ses habitants émigrer chaque année. Les départs ne se font plus tellement vers les États-Unis, mais vers les grands centres industriels du Québec. L'un des moteurs de l'ébullition économique qui caractérise la région est l'industrie forestière qui connaît pendant ces soixante ans une expansion remarquable (chapitre 10). Alors qu'ailleurs au Québec ce sont les pâtes et papiers qui progressent rapidement dans les deux premières décennies du XX^e siècle, dans le Bas-Saint-Laurent, où l'absence de sources majeures d'hydroélectricité est défavorable aux pâtes et papiers, c'est le sciage qui connaît une croissance fulgurante. Pendant quelques années, on y retrouvait les scieries les plus grandes et les plus modernes du Québec. Une poignée de gros établissements (Price, Fenderson, Fraser, Brown) réalise l'essentiel de la production. Le potentiel installé dépasse les capacités de la forêt, soumise à une surexploitation. « L'économie régionale s'engage dans un véritable cul-de-sac dont l'échéance inéluctable angoisse les élites locales » (p. 425). L'agriculture régionale oriente désormais l'essentiel de sa production vers le marché (chapitre 11). Les grandes spécialisations régionales sont le lait et la pomme de terre. Les cultivateurs des basses terres sont en mesure de retirer des revenus supérieurs à la moyenne québécoise. Sur les plateaux, les rendements sont nettement moins bons et, passée la poussée colonisatrice qui se termine dans les années 1930, plusieurs terres cessent

d'être mises en valeur. L'économie de la région se tertiarise rapidement (chapitre 12). De nouvelles activités font leur apparition (électricité, téléphone, transport automobile, navigation à moteur, transport aérien, services financiers) pendant que les bureaux gouvernementaux se multiplient. La « montée d'une élite d'affaires » (p. 521) traduit le fait que des entrepreneurs régionaux trouvent des occasions d'exploiter profitablement ces nouvelles possibilités (chapitre 13). La rencontre des brasseurs d'affaires et des membres des professions libérales, déjà actifs en politique, marque l'émergence d'une véritable « classe dirigeante au sein de la société régionale » (p. 524). Sur le plan culturel, les habitants de la région se montrent réceptifs aux nouveautés (chapitre 14). Le cinéma et la radio, par exemple, s'implantent rapidement dans la région. Pour le clergé dont les membres, désormais très nombreux, ont des attitudes en général conformistes, le changement des valeurs est difficile à accepter. Certains créateurs réussissent à s'affirmer et offrent à leurs concitoyens une œuvre originale.

Dans la période 1950-1993, on assiste pour la première fois dans l'histoire de la région à un rétrécissement de l'œkoumène (chapitre 15). La population de la région apparaît globalement plutôt stationnaire, mais sa distribution interne se modifie de façon importante : sur le littoral, le nombre des habitants continue de croître, tandis que sur les hautes-terres il recule. Le plateau appalachien est ainsi le théâtre d'un exode rural sensible impulsé par le déclin de l'industrie forestière. Le glissement des zones de l'intérieur est freiné par certains tampons. Le premier produit son effet pendant une bonne décennie au moins : il s'agit de l'habitude du travail saisonnier ou temporaire à l'extérieur de la région, sur la Côte-Nord en particulier, en pleine ébullition pendant la période de l'après-guerre. Dans les années 1960 et 1970, plusieurs de ces migrants temporaires opteront pour une installation définitive hors de la région. Le second tampon aura un effet plus durable : de fait, l'instauration de mesures de protection du revenu contribue à fixer sur place des franges de la population qui auraient autrement migré par nécessité économique. La participation des femmes à la main-d'œuvre progresse considérablement pendant toutes les décennies de l'après-guerre. Dans les transports, les changements sont nombreux : explosion du nombre des véhicules automobiles, expansion considérable du camionnage qui supprime le train comme moyen d'acheminement des marchandises, instauration de services de traversiers de grande capacité, développement fulgurant du transport aérien (chapitre 16). La région est plus que jamais reliée au reste du monde. Les principaux secteurs de l'économie voient leurs activités se restructurer sous le signe de la rationalisation. Les fermes se consolident en un petit nombre d'unités, la transformation laitière se concentre en un nombre réduit de points, les concessions forestières sont rappelées et un nouveau régime forestier impose une utilisation plus rigoureuse de la matière ligneuse ainsi que son partage entre le sciage et les papeteries qui, les lignes de haute tension aidant, s'installent dans la région. L'action de l'État prend une ampleur nouvelle pendant cette période (chapitre 17). En plus d'instaurer de meilleures conditions de protection du revenu, le gouvernement prend en charge la gestion des services de santé qu'il finance désormais à 100 % et consent des investissements majeurs en éducation. Ainsi, la région sera dotée d'une université à partir de 1969. L'État instaure aussi un type d'intervention proprement territoriale en favorisant la mise

en place de structures régionales, telles les régions administratives dans les années 1960, et en lançant des programmes de développement régional. Entre autres, l'Est du Québec devient un territoire expérimental où l'on procède à l'élaboration d'un plan d'aménagement (BAEQ, 1963-1966). La mise en action de certains éléments de ce plan suscite dans les années 1970 des sursauts de résistance dans les hautes-terres de la région. Des méthodes faisant appel à la concertation sont par la suite mises au point. Le clergé, après des décennies d'effectif pléthorique, connaît une diminution importante de ses membres. Il se départit de son ancienne mission de gestionnaire de services sanitaires et éducatifs. Plusieurs éléments viennent s'ajouter au paysage culturel bas-laurentien (chapitre 18). Les stations de radio se multiplient : la télévision, puis le câble, font leur apparition. Ces moyens de communication sont d'abord entre les mains de gens d'affaires de la région, mais la propriété des principaux d'entre eux finit par passer sous le contrôle d'agents extra-régionaux. Les artistes de la région font valoir leur talent créateur particulièrement dans les arts visuels et la littérature.

Cette *Histoire du Bas-Saint-Laurent* restera longtemps un ouvrage essentiel pour ceux et celles qui veulent comprendre le jeu complexe des influences qui se sont exercées sur la région. Les connaissances étendues de ses auteurs leur ont permis d'avancer des interprétations éclairées des évolutions démographiques, des mouvements de capitaux, des progrès civiques et sociaux, des changements institutionnels qui ont façonné la région. Le découpage temporel pratiqué pour rendre compte de cette histoire est pertinent et bien justifié. Les dates retenues pour constituer les unités chronologiques ne coïncident pas avec les périodisations courantes, de caractère politico-institutionnel. Ni la Conquête, ni l'Union, ni la Confédération ne servent de repères pour découper, parce que vraisemblablement, pour les auteurs, ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher les points d'inflexion marquants dans l'évolution de la région.

Le découpage territorial (les trois sous-régions perpendiculaires au fleuve auxquelles se superposent, à partir de 1890, les deux « paysages » du littoral et du plateau) est utilisé de manière cohérente et éclairante. La question des « frontières » du Bas-Saint-Laurent, quant à elle, ne va pas sans ambiguïtés. Bien sûr, il s'agit d'une question à laquelle il n'existe pas de réponse définitive, mais tout ce qui ne cadre pas avec les limites retenues pour l'étude (de Notre-Dame-du-Portage aux Capucins en passant par Matapédia et Dégelis) est vu comme peu approprié. Par exemple, du milieu des années 1960 à la fin des années 1980, le pays bas-laurentien s'est retrouvé « noyé dans le vaste territoire-pilote » (p. 669), véritable « monstre hybride » (p. 16), de la région administrative de l'Est du Québec et a subi une sorte d'« éclipse [...] comme objet d'étude » (p. 20). Par la suite, le découpage administratif de 1987 prévoit deux choses : d'abord, le détachement de la Gaspésie qui permet au Bas-Saint-Laurent de « renouer avec son cadre spatial d'avant le BAEQ » (p. 765) et de retrouver un peu de son authenticité ; ensuite, il prévoit l'inclusion de la MRC de Kamouraska, ce qui constitue une sorte d'imperfection, car « cette MRC se rattache bien davantage à la Côte-du-Sud, de par son histoire » (p. 765). Les auteurs avaient pourtant rappelé que « le régionyme Bas-Saint-Laurent a mis du temps à s'imposer » (p. 30) et que l'exercice de délimiter des régions conduit à des

« découpages spatiaux arbitraires » (p. 15). Cependant, seules les frontières qu'ils ont décidé de prendre en considération ont crédit à leurs yeux.

Le livre cherche sa voie entre une narration de faits et d'événements, inévitable si l'on veut que l'ouvrage serve à la référence, et la mise en évidence des points forts qui caractérisent chaque époque. Il faut bien admettre qu'il est difficile de conserver un équilibre entre ces deux mandats. Toutefois, le lecteur qui cherche les synthèses trouvera que certains chapitres, le 18 par exemple, mettent trop l'accent sur le panorama des activités au détriment de la vue d'ensemble. Certaines répétitions auraient pu être évitées. Par exemple, le chapitre 13 reprend plusieurs informations contenues dans les chapitres 10 et 12.

Dans sa facture matérielle, l'ouvrage est agréable à lire et à consulter. Une iconographie abondante enrichit le texte. Les tableaux témoignent d'un traitement on ne peut plus rigoureux de sources statistiques parfois retorses. Un index complète utilement l'ouvrage : s'il est suffisant pour les noms de lieux et les noms de personnes, il n'apparaît pas assez complet en ce qui concerne les rubriques thématiques. La tenue du français écrit est à signaler: il n'y a que de rarissimes fautes. La mise en page est de qualité, malgré quelques bavures, par exemple une photo inversée (p. 590) qui doit être placée devant un miroir pour être vue à l'endroit et une coquille qui se répète une soixantaine de fois puisqu'elle fait partie d'une en-tête qui figure sur chaque page paire de la partie 3 du livre où il aurait fallu lire « 1890-1950 » au lieu de « 1830-1950 ».

Serge CÔTÉ

*Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement
régional de l'Est du Québec (GRIDEQ),
Université du Québec à Rimouski.*

Michel BELLEFLEUR, *L'évolution du loisir au Québec. Essai socio-historique*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997, 412 p.

J'avoue tout de go que j'ai entrepris la lecture du livre de Michel Bellefleur avec une grille de lecture selon laquelle les loisirs devraient offrir les moyens, pour des gens bien disciplinés, de prendre un bol d'imaginaire, en s'évadant des cadres et de la ritualité du travail mis en place dans la société industrielle avancée. Les loisirs seraient le temps de provoquer les sens au contact d'une nature relativement sauvage. Disponibles, les « bons » citoyens auraient le loisir de s'échapper des sentiers battus, de risquer l'aventure à la découverte – pourquoi pas à la rencontre – de l'autre. Le hasard susciterait, qui sait, l'émerveillement, le réenchantement, ce qui aurait peut-être l'effet décapant de mettre à découvert des modèles trop bien établis. Or, surprise, on se rend vite compte qu'il s'agit d'un historique pour futurs touristes avertis, pour qui les guides de voyages offrent tout sur tout sauf une libération coupable de l'imaginaire (oublions la fantaisie) qui ferait que le bon citoyen (comme